

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
p.li fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, p.li ouvert : 40 F
1 an, p.li fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 269
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
17 au 30 juin 1978

Sens et portée de la lutte contre l'impérialisme

Le Monde a publié un dessin présentant symétriquement Brejnev et Carter la main posée sur l'épaule respectivement de Castro et de Giscard, ces deux derniers en tenue léopard. Cette image représente bien les critiques portées à la politique giscardienne, tant par les gaullistes et le PS qui parlent de « glissement vers l'atlantisme », le

PC qui se plaint qu'on veuille faire jouer à la France le rôle de « gendarme de l'OTAN » en Afrique, que par la soi-disant extrême gauche et même la prétendue ultra-gauche qui ne voit dans les agressions de l'impérialisme français que la marque d'une intégration totale dans un « bloc occidental » déjà définitivement structuré.

En réalité, le parallèle entre la politique giscardienne et le rôle de Cuba en Afrique n'a aucune base réelle. En effet, si Cuba se comporte en simple mercenaire de la Russie à laquelle il est lié par un lien puissant de dépendance impérialiste, l'impérialisme français a de son côté d'énormes intérêts en Afrique; il est non seulement le premier fournisseur et le premier usurier de ce continent, mais aussi l'impérialisme le plus lié à ce continent par son commerce, par ses capitaux et par ses engagements militaires. Il agit donc pour son propre compte en Afrique à la différence des barbudos.

L'objection qui vient immédiatement est que l'impérialisme français est, à l'échelle internationale, un impérialisme secondaire, qu'il ne peut nullement em-

porter la décision historique et que, pris dans le formidable antagonisme qui oppose les deux mammoth impérialistes que sont les Etats-Unis et la Russie, il est condamné à tomber dans un des deux camps et à œuvrer en fin de compte pour l'un ou l'autre.

Mais, cette situation historique dans laquelle se trouve l'impérialisme français est-elle véritablement nouvelle, et le marxisme aurait-il à l'affronter pour la première fois?

Pour faire un parallèle historique, pendant la Première Guerre mondiale, la Russie était bien un « sous-impérialisme » entièrement sous la coupe des impérialismes français et anglais. Et que firent les bolchéviques? Se mirent-ils à gémir sur la soumission de l'Etat russe à la City de Londres ou à la Bourse de Paris?

DANS CE NUMERO :

- Sans direction de parti, pas d'action révolutionnaire (à propos de « Combat Communiste ») (2)
- Vive la grève des ouvriers de Renault!
- L'extrême gauche sort aussi du « ghetto ».

Ou bien déclarèrent-ils résolument la guerre à leur Etat, même après la révolution de février, même lorsqu'il fut devenu la « République la plus démocratique du monde »? Et vis-à-vis des nations opprimées par le chauvinisme grand-russe, que firent-ils sinon proclamer le droit inconditionnel à l'autodé- (suite page 2)

Foyers SONACOTRA

A la rescousse !

Les menaces de la bourgeoisie contre la lutte des résidents des foyers se précisent. En décembre 77, Stoléro demandait au ministre de l'Intérieur une enquête sur l'organisation des délégués des résidents (voir Le Prolétaire n° 261). Le 23 mai, il a réuni les états généraux des sociétés et associations gestionnaires de foyer pour définir une stratégie à double tranchant : augmenter les tarifs de 6,5 % dans tous les foyers à partir du 1^{er} juillet 78 et, pour juguler le risque d'explosion dans ces poudrières, mettre le paquet pour briser la grève. Décision fut prise de lancer une vague de poursuites, de saisies-arrêts sur salaires et d'expulsions des foyers « contre tous les résidents refusant de payer leurs redevances » (Le Monde, 10-6-78), ainsi que des expulsions hors de France en particulier pour les éléments qui ont été à la tête de la lutte. Tout cela avec l'appui tacite du PC et des directions syndicales dont le sabotage constant de la lutte a renforcé Stoléro dans l'opinion qu'en procédant ainsi, il leur fera même plaisir!

Il faut donc s'attendre à une vague de répression, surtout à la faveur de la démobilité escomptée des travailleurs pendant les vacances, et étant donné le climat général d'intimidation qui règne, surtout vis-à-vis des ouvriers immigrés.

Cependant, la lutte des foyers se renforce et le Comité de Coordination qui la dirige devient un véritable pôle de ralliement et de mobilisation des travailleurs. La « Fête de la rencontre Français-Immigrés » qui s'est tenue à Chelles les 10 et 11 juin, où sont venus de nombreux résidents non seulement de la région parisienne, mais aussi de province, malgré le sabotage de la municipalité de gauche et la campagne de calomnies orchestrée par elle ainsi que la désertion de (suite page 4)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A TOULOUSE

Lundi 19 juin, 20 h 30, Cité de l'Arsenal, Bât. C.

● A AMIENS

Mercredi 21 juin, 20 h 30, Salles Dewailly

● A BORDEAUX

Vendredi 23 juin, 20 h 30 précises, Salle Son-tay, rue de Son-tay.

● A GRENOBLE

Judi 29 juin, 20 h 30, salle Millet, 11, rue Millet.

Impérialisme français
hors d'Afrique
et du Liban !

*

Une réunion sur le même thème se tiendra à Angers le 24 juin à 20 h 30. Le lieu ne nous est pas précisé.

Vive la grève des ouvriers de Renault !

Après le premier accroc des grèves de la RATP, les grévistes de Renault ont sérieusement entamé le pacte de paix sociale conclu par-dessus la tête des ouvriers entre le patronat, le gouvernement et les directions syndicales, sous couvert de « négociations ». Dieu sait pourtant si la bonzerie syndicale s'était évertuée à éteindre toute étincelle de lutte et à mener systématiquement, malgré — et même à travers — les grèves de 71, 73, 75, et récemment encore celle du 38 à Billancourt, une entreprise de division opiniâtre et de démoralisation des travailleurs, laissant s'asphyxier d'elles-mêmes les luttes qu'ils ne pouvaient juguler dès le départ.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la grève a démarré, avec les travailleurs immigrés des grandes presses à Flins, c'est-à-dire dans un secteur où l'encadrement opportuniste est moins fort. Ce n'est pas un hasard non plus que leur aient répondu les Jeunes ouvriers de Cléon, prouvant ainsi que la révolte n'est pas le résultat des seules discriminations nationales, mais bien le résultat de la formidable pression du capital sur la classe ouvrière qui subit en plus des mutilations quotidiennes, le despotisme d'usine exacerbé par la concurrence folle et la guerre commerciale. La bourgeoisie s'aperçoit avec horreur que ces jeunes comme ces immigrés « n'ont rien à perdre », comme le note Le Monde du 6 juin.

La classe ouvrière, dans la lutte à laquelle elle est poussée pour survivre, n'a effectivement rien à perdre que ses chaînes, comme le proclamait le Manifeste de 1848! C'est bien là que réside notre certitude révolutionnaire que, de nouveau, la classe ouvrière se mettra debout et suivra son propre chemin.

Dans la grève, la division du travail entre la bourgeoisie et les bonzes syndicaux est apparue avec clarté. De leur côté, les syndicats, qui ont marché à fond dans la combine des parlottes, ont cherché à stériliser un mouvement dont ils n'ont pu empêcher le déclenchement. Comment? Par des simagrées et des appels platoniques à l'« action » jamais suivis d'effets, et remplacés par des débrayages au compte-gouttes, en pointillé,

et en tournant, usine par usine, atelier par atelier.

De plus, le seul spectacle donné aux travailleurs de la soi-disant division entre bonzes CGT et CFDT, les premiers faisant d'autant plus semblant de lutter qu'ils sont assurés que les seconds refuseront une « unité d'action » mise par tous en préalable à la lutte, les seconds profitant de leur passé contestataire pour dénoncer cette fois l'« aventurisme » et les actions d'occupation minoritaires, aurait suffi à démoraliser n'importe qui. De l'autre côté, la bourgeoisie envoie ses flics, lock-oute et menace les ouvriers les plus combattifs de licenciement.

Cette grève n'est pas isolée. Le Monde du 10 juin ne compte pas moins de 500 entreprises en grève au mois de mai, et dans la

Solidarité avec les grévistes de Flins et de Cléon !

Le tract suivant a été diffusé par notre section parisienne à l'adresse des ouvriers de l'usine de Billancourt dans la semaine du 5 au 10 juin.

La grève s'étend progressivement depuis trois semaines dans les usines Renault :

— le 18 mai, les travailleurs des presses de Flins cessent le travail pour défendre un de leurs camarades licencié; rapidement le mouvement se généralise à l'ensemble des presses;

— le 30, les ouvriers de Cléon décident de poursuivre par la grève avec occupation, les deux heures de débrayage décidées en solidarité avec les grévistes des presses;

— le 2 juin, grève générale à Flins;

— de plus, des débrayages ont lieu à Orléans, à Douai, au Mans et à Sandouville; à Grand Couronnes, les caristes sont également en grève.

La grève des travailleurs de Renault apporte une riposte cinglante à la bourgeoisie

seule automobile, Saviem et Berliet sont en mouvement en même temps que Renault, et sur les mêmes revendications! Ceci montre bien que sans les directions syndicales pourries, jamais la bourgeoisie ne parviendrait à faire passer ses sales plans d'austérité sans une riposte générale! Mais ces grèves sont le signe le plus clair que, malgré tout, la classe ouvrière ne se laissera pas éternellement écorcher sans broncher. Le problème est de préparer le succès des luttes à venir, et notamment celles de la « rentrée », en construisant un véritable front de classe prolétarien, par-dessus les barrières de catégories, de sexe, d'âge, de nationalité, d'entreprise et d'appartenance syndicale ou politique, contre la bourgeoisie et ses « lieutenants ouvriers », les bonzes syndicaux collaborationnistes.

qui prétendait faire passer ses attaques anti-ouvrières et arriver sans encombre jusqu'à la rentrée grâce à la comédie des négociations de la prétendue « ouverture sociale ». Les ouvriers de Renault savent sur ce point à quoi s'en tenir puisque, après un mois de pleines discussions, la direction leur a finalement octroyé une augmentation de différentes primes équivalant à... 20 F par mois et un système de pénalisation de l'absentéisme (les UPA). En fait il s'agit d'une diminution du salaire réel alors que les cadences augmentent et que les brimades se multiplient.

Spontanément, les travailleurs ont su frapper la Régie au point sensible, en arrêtant, à la veille des vacances, la fabrication de la R18 et de la R5 alors qu'il n'y a pratiquement pas de stocks et qu'on est en forte période de vente. Instinctivement, ils ont retrouvé la voie de la lutte unie et solidaire vers laquelle les poussent les liens mêmes qui (suite page 4)

Sens et portée de la lutte contre l'impérialisme

(suite de la page 1)

termination, en appelant de surcroît les masses des nations opprimées par cet Etat à la révolte et à la lutte commune contre lui ?

Même si l'on considère l'impérialisme français, à cette époque-là, ce n'est pas lui qui avait l'initiative historique car le heurt fondamental eut lieu entre l'Angleterre et l'Allemagne. C'est ainsi que la politique coloniale de la France l'obligeait à choisir l'un des deux camps et, en se faisant finalement acheter par l'Angleterre, à favoriser sa victoire — une victoire qui ne pouvait d'ailleurs, pour de puissantes raisons économiques, que rester provisoirement dans les mains de cette dernière avant de tomber finalement dans celles des Etats-Unis qui la parfirent avec la seconde guerre mondiale.

C'est donc une conclusion fautive que le chauvinisme français — non seule-

ment de type PC ou PSU, mais même dans sa variante populiste-spontaniste prétendument révolutionnaire de type OCT-Cedetim — tire du fait que la France est aujourd'hui un « sous-impérialisme » ou même un « sous-sous-impérialisme ».

En effet, le sens profond de l'attitude de la gauche marxiste, notamment en Allemagne, en Italie et en Russie, qui permit la reconstitution du mouvement communiste sur les bases complètement restaurées par les bolchéviks tient à ce que l'attitude des communistes ne découle pas de l'analyse des rapports entre les différents impérialismes. Ce qui aujourd'hui veut dire que l'analyse des rapports entre la France et l'Amérique ne saurait modifier en aucune manière la nécessité du défaitisme pour le prolétariat français dans les brigandages impérialistes d'une part, ni l'impératif qui est le sien de lutter à mort contre l'oppression perpétrée par « son » propre impérialisme.

Leur lutte contre « notre » propre impérialisme

D'ailleurs, tout prolétaire qui désire lutter à fond contre le pillage et le cannibalisme de l'impérialisme français est à même de comprendre que le fait que l'impérialisme soit petit et secondaire à l'échelle internationale ne diminue en rien ni sa voracité ni la barbarie de l'oppression qu'il exerce, bref la gravité de ses crimes impérialistes et donc la responsabilité du prolétariat français tant vis-à-vis des ouvriers, des masses plébéiennes et paysannes d'Afrique, que vis-à-vis du prolétariat des autres pays impérialistes.

Quel mépris légitime nourrira le révolutionnaire africain, lui qui se heurte aux coups de la France démocratique, pour le « révolutionnaire » métropolitain disertant sur la « vraie manière » d'arrêter le bras criminel de l'impérialisme français, qui consiste selon lui non tant à lutter ici d'abord contre lui mais à arracher la France à l'emprise de l'OTAN ?

Et que pensera le prolétaire allemand ou américain à qui le même « communiste » français dira que la « vraie manière » de lutter contre les crimes impérialistes de la France est de lutter contre l'emprise « germano-américaine » sur cette Sainte-Nitouche qu'est la démocratie française ?

De tels « révolutionnaires » ne recevront-ils pas légitimement des crachats à la figure, les seuls véritables insignes que méritent d'arboreur des social-impérialistes et social-chauvins ?

Mais retournons à Lénine : « L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister en tout premier lieu à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme. Nous avons le droit et le devoir de traiter d'impérialiste et de gremlin tout social-démocrate d'une nation oppressive qui ne fait pas cette propagande. Cette revendication doit être posée de façon absolue, sans aucune réserve, quand bien même l'éventualité de la séparation ne devrait pas se présenter et être « réalisable » avant l'avènement du socialisme, que dans un cas sur mille » (*Bilan d'une discussion sur le droit des nations, Œuvres, tome 22, p. 373*). Voilà ce que disait Lénine en 1916 et qui s'applique aujourd'hui intégralement au besoin de la propagande de la solidarité vis-à-vis des mouvements d'émancipation anti-impérialistes qui se développent sur le continent africain et qui ne peuvent que s'affronter, directement ou indirectement, à l'impérialisme français. Car enfin, n'est-ce pas du « droit à la séparation » qu'il s'agit en Mauritanie, au Tchad et même au Zaïre, pays dans lequel, naturellement, l'impérialisme français n'est pas seul en cause ?

Mais, objectera le social-impérialiste hypocrite, ce faisant, « vous favorisez la pénétration de l'impérialisme adverse » ! Notons seulement que c'est avec le même « argument » qu'en 1914, les traitres sociaux-démocrates justifiaient l'appui à leur bourgeoisie dans la boucherie impérialiste. « Que les autres fassent le premier pas », disaient-ils « et nous, alors, nous lutterons aussi contre notre impérialisme » ! La position des véritables révolutionnaires est exactement à l'opposé.

question du point de vue mystifié de « l'indépendance économique » qui ne signifie rien pour le marxisme, mais du point de vue de l'indépendance politique et de la lutte politique, cela n'est pas vrai du tout, bien que cet objectif soit plus difficile à atteindre pour les petits pays que pour les grands. Mais comme le disait encore Lénine : « L'important n'est pas de savoir si c'est un cinquantième ou un centième des petites nations qui se sera affranchi avant la révolution socialiste ; ce qui importe, c'est qu'à l'époque impérialiste, et par suite de causes objectives, le prolétariat s'est divisé en deux camps internationaux, dont l'un est corrompu par les miettes qui tombent de la table de la bourgeoisie des grandes puissances — en raison, notamment, de la double et triple exploitation des petites nations — tandis que l'autre ne peut s'affranchir lui-même sans affranchir les petites nations, sans éduquer les masses dans un esprit antichauvin, c'est-à-dire anti-annexionniste, c'est-à-dire favorable à l'« autodétermination » (*Bilan..., ibid, p. 369*).

Ainsi, le défaitisme et la lutte contre l'oppression impérialiste ne découlent nullement de la nature des rapports entre impérialisme « secondaire » ou « principal », mais sont bien des principes dont le respect est indispensable pour réaliser l'union internationale des prolétaires et la soudure du mouvement prolétarien international et du mouvement d'émancipation des masses plébéiennes et paysannes exploitées et opprimées par l'impérialisme.

A quoi sert donc la définition exacte des rapports entre les différents impérialismes ? Eh bien à prévoir l'évolution historique, à connaître mieux le terrain de l'affrontement des forces dans lequel le prolétariat ne peut vaincre qu'en respectant les principes ci-dessus établis. C'est pourquoi notre parti consacre également des efforts importants pour chercher à apprécier l'état réel des forces en jeu sur le continent africain, où comme nous l'avons écrit, l'avenir se prépare.

Il est certain que l'Afrique, pour mille raisons d'ordre stratégique international, du fait de l'énorme réservoir de matières premières qu'elle constitue, de sa

Dans chaque pays, le prolétariat doit prendre l'initiative et revendiquer l'honneur d'être le premier à lutter contre son Etat, même si dans les autres pays, ses frères de classe sont en retard.

L'argument selon lequel une lutte radicale contre l'agression de l'impérialisme français en Afrique, pour prendre un exemple, favoriserait la pénétration de l'impérialisme adverse — le russe, pour parler en termes d'aujourd'hui —, ne vaut pas d'un point de vue marxiste car cela voudrait dire que le prolétariat n'a d'autre choix qu'entre deux formes de domination. Cela signifierait que l'impérialisme est éternellement vainqueur, que le prolétariat est absolument incapable d'imposer sa propre voie historique, ce qui revient à sortir carrément du ferme terrain révolutionnaire et à tomber dans le marais bourgeois.

Imaginons que nous puissions mettre en œuvre les indications du marxisme et que, lors d'une agression de « notre » impérialisme en Afrique, le prolétariat parvienne à paralyser l'action criminelle de l'Etat français au point de transformer une agression comme celles qui ont lieu aujourd'hui en Mauritanie, au Tchad ou au Zaïre en défaite militaire. Pour le prolétariat du camp adverse — mettons le russe — alors que « son » Etat cherche à profiter de la défaite de « notre » impérialisme pour prendre sa place, ce serait un magnifique encouragement à passer lui aussi à la lutte contre son propre Etat. Sans aucun doute, cet avantage l'emporte sur tout autre désagrément et même celui de donner, si nous n'arrivons pas à gagner, la victoire au camp impérialiste concurrent. Mais dans ce cas, il faudra bien qu'un camp impérialiste impose sa solution, et la tâche du prolétariat dans chaque Etat est de lutter pour la défaite de son propre impérialisme. Le cri de guerre des marxistes révolutionnaires était, il y a soixante ans : « l'ennemi est dans notre propre pays ! ». Il reste aujourd'hui le même.

Mais ce n'est pas tout. Quel magnifique encouragement constituerait une lutte de sabotage de l'impérialisme dans la métropole pour les masses exploitées qui, en Afrique, par exemple, luttent contre le même ennemi !

Indiscutablement, une telle attitude du prolétariat métropolitain permettrait aux masses exploitées d'Afrique d'aller plus loin dans leur lutte, ce qui est une condition pour que se dissocient les intérêts des classes mises en mouvement. Elle permettrait aussi de hâter le moment où les prolétaires d'Afrique pourront surmonter les réticences nationales envers le prolétariat d'Europe et trouver, en liaison avec lui, la force de s'organiser à part, de mettre en avant, même pour la lutte anti-impérialiste qui est à l'ordre du jour, leurs intérêts indépendants de classe, d'arracher à la démocratie petite-bourgeoise l'influence sur les masses paysannes en lutte et de faire du combat présent un terrain de préparation et un levier de la révolution communiste.

Le poids de l'impérialisme rend impossible l'émancipation nationale, objecteront encore les social-impérialistes honteux ! Pourvu qu'on ne voie pas cette

situation sur la route du pétrole, de sa situation stratégique, de ses liens avec l'Europe, est le terrain privilégié de la préparation du prochain conflit impérialiste.

Il en ressort une première conséquence. C'est que l'impérialisme français, qui possède là ses chasses gardées, est le plus menacé par les gigantesques tremblements de terre qui mûrissent sur ce continent, d'us non seulement à la concurrence économique, commerciale et militaire entre les impérialismes, mais aussi à la vague d'émancipation anti-impérialiste et sociale qui y déferle. Placé sur ce volcan, il en subira nécessairement les contrecoups qui se manifesteront par des crises sociales et politiques d'envergure dans la classe capitaliste et l'affaiblissement des puissants amortisseurs de la lutte ouvrière que sont le réformisme social et les partis de gauche. La responsabilité du prolétariat français est énorme parce qu'il se trouve placé dans un combat où de nouveau existe la chance historique de renouer le lien, brisé par la contre-révolution stalinienne, entre le mouvement prolétarien de l'ensemble des métropoles impérialistes et le mouvement des masses exploitées et pauvres des continents asservis. Ce qui implique pour le parti un effort de précision des positions politiques dans l'ensemble des questions de l'impérialisme qui lui permette d'affronter cette tâche gigantesque avec le maximum de succès.

La deuxième conséquence est que l'impérialisme français est bien celui qui est le plus formidablement intéressé à la défense du statu quo. C'est ainsi qu'il faut analyser les événements récents. Alors que d'un point de vue économique il est menacé par les intérêts économiques allemands et surtout américains, il est militairement le plus directement menacé par la pénétration soviétique. Les gaullistes et les nationaux-communistes ont feint d'interpréter l'appel de Giscard à un plan Marshall pour l'Afrique comme une invitation faite à l'Amérique pour qu'elle pénètre en Afrique et comme un abandon des chasses gardées françaises au puissant protecteur, quitte pour la France à maintenir quelques miettes contre un rôle de gendarme pour le compte de tous. Mais cette idée nous semble profondément inexacte.

L'impérialisme français, le plus engagé en Afrique mais aussi le plus menacé par sa « déstabilisation »

La réalité est que l'impérialisme français ne peut que décliner à long terme et que la seule manière pour lui de retarder historiquement ce recul inéluctable, ne serait-ce que sur le plan financier, est que les capitaux pénètrent en Afrique sous une forme multilatérale qui concurrence moins directement et moins rapidement ses positions que sous une forme bilatérale qui pousse immédiatement à la guerre économique entre Etats.

Anticipant sur l'inévitable structuration des futurs fronts de guerre impérialistes, la France cherche donc à agiter la « menace soviétique » pour conclure dès à présent les accords économiques et militaires, c'est-à-dire au moment où ils peuvent lui être le plus favorables en lui laissant le maximum d'initiative sur le continent africain.

Mais, comme on a vu lors de la conférence de Paris (qui réunissait les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique et la France), les autres Occidentaux, littéralement tirés par la manche par Paris, se sont montrés aussi peu disposés à un plan économique d'ensemble qu'à donner leur caution à la constitution d'une force inter-africaine qui ne saurait être autre chose qu'une véritable force de frappe de l'impérialisme français en Afrique.

En effet, l'intérêt des impérialismes concurrents, allemand et surtout américain, est de profiter de la déstabilisation de l'Afrique qui porte des coups à l'impérialisme français, tant pour amener ce dernier à des concessions économiques plus grandes encore que pour l'obliger à se porter lui en avant contre le concurrent militaire soviétique et ce faisant à appeler l'Amérique au secours. Les limites de ce jeu tiennent aux risques d'incendie généralisé du continent africain (mesurés

par les Américains, ce qui explique les hésitations entre Brzezinski et Young, mais aussi par les Russes), et au risque que, pour préserver ses chasses gardées, l'impérialisme français ne discute avec la Russie, hypothèse théorique mais qui peut prendre du poids demain en cas de guerre européenne.

C'est donc, à notre avis anticiper largement sur l'avenir que de voir dans les épisodes présents une pure et simple répétition générale du prochain conflit impérialiste. Il y a bien une préparation dans le sens général où dans tout événement présent chacun prépare les conflits de demain et que se dessinent ainsi les alignements de forces de demain, et de ce point de vue, ce qui est encore déterminant dans les événements d'aujourd'hui, c'est la tentative de l'impérialisme français de chercher à faire sa place, de s'assurer les meilleurs atouts pour la constitution des fronts de demain qui ne sont encore ni complètement structurés ni même entièrement dessinés.

Voici la raison de la recrudescence de l'activité criminelle de l'impérialisme français, tant en Mauritanie, au Tchad, qu'aux Comores et au Zaïre, qui fait de lui à l'heure actuelle l'agresseur le plus dangereux de l'Afrique.

Il n'y a aucune exagération dans notre analyse comme les faits le démontrent amplement. Et toute sous-estimation du rôle de l'impérialisme français en Afrique revient, en sous-estimant dialectiquement la responsabilité du prolétariat français, à verser de l'eau au moulin du social-chauvinisme, responsable de l'indifférence dont le prolétariat métropolitain reste encore prisonnier, au détriment de sa propre tentative de se défendre contre les effets de la crise capitaliste et, à plus forte raison, de sa capacité à passer à l'attaque de cet ordre insoutenable.

A propos de la critique de nos positions par « Combat Communiste » (2)

Sans direction de parti, pas d'action révolutionnaire

Dans notre numéro précédent nous avons montré que le refus de l'invariance de la théorie révolutionnaire conduit nécessairement à la revendication de la démocratie: si on nie que le marxisme est capable de prévoir le cours de l'histoire, il faut en appeler à la « créativité » des masses pour inventer au jour le jour l'interprétation de l'histoire et le programme révolutionnaire. C'est de façon très conséquente que CC rattache cette question à celle du parti.

Si CC s'acharne à affirmer qu'il y a des problèmes contemporains « que Marx ne pouvait, bien entendu, pas traiter », ce n'est pas tant pour les résoudre que pour justifier son spontanéisme, son refus de la nature et de la fonction du parti telles que le marxisme les définit.

Pour nous, en effet, le parti ne peut accomplir sa tâche de direction révolutionnaire du prolétariat que sur la base de la prévision historique fondée sur le déterminisme. C'est bien pourquoi en l'absence d'une théorie révolutionnaire invariante il n'y a pas de parti au sens marxiste. « Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire », ce n'est pas un hasard si dans *Que Faire?* Lénine fait reposer tout son effort pour la constitution du parti sur cette phrase d'Engels. Et qu'on ne vienne pas nous dire que la théorie ne suffit pas pour faire le parti, nous le savons mieux que quiconque! Mais ici il s'agit d'abord du fait que le parti ne peut exister que s'il est armé de la doctrine, des principes, des directives de tactique et d'organisation, du programme historique du prolétariat et de la vision des voies et moyens qui mènent au communisme; ce n'est qu'ainsi qu'il peut organiser et diriger le prolétariat vers sa réalisation.

Or CC dit de notre conception qu'elle « revient [...] purement et simplement à remplacer l'action de la classe ouvrière par celle du parti et [que], fort logiquement, cette position conduit à substituer la dictature du parti à celle de la classe »; ou encore que pour nous « les ouvriers n'ont pas besoin d'être conscients: il suffit qu'ils obéissent aux chefs qui possèdent le programme sacré et invariant » (1).

Il faudrait tout de même que ces « innovateurs » se rendent compte que leurs critiques sont aussi vieilles que le marxisme. C'était en substance la position des gauches allemande et hollandaise qui reprochaient aux bolchéviks et à l'I.C. d'être un « parti de chefs », revendiquaient un « parti des masses » et prétendaient « prolétariser » le parti en l'adaptant aux soviets. C'était le fond de l'opposition des menchéviks (et même en partie de Trotsky et de Rosa Luxemburg en 1903-1907) à l'effort de Lénine pour centraliser et discipliner le parti: tout comme CC aujourd'hui, ils criaient à l'autoritarisme, au mépris des masses, au substitutionnisme! C'était déjà le contenu des récriminations des anarchistes contre Marx et Engels dans la I^{re} Internationale, contre ces affreux autoritaires qui se substituaient à la spontanéité des « ouvriers », voulaient imposer une orientation définie à l'Internationale et en faire non un « bureau de correspondance » ou un guide spirituel, mais un organe réel de direction. Et *Combat Communiste* n'a nullement démontré en quoi sa critique se distinguait de ces tristes précédents.

Nous attribuer l'idée que « les ouvriers n'ont pas besoin d'être conscients: il suffit qu'ils obéissent aux chefs qui... » est évidemment une caricature stupide qui dénote une incompréhension totale de l'histoire. Nous répondons d'abord avec Lénine qu'il est absurde de poser la question: dictature du parti ou bien dictature de la classe, tout simplement parce que les classes sont dirigées par des partis. Et nous répétons avec Engels que oui, effectivement, une « énorme partie des prolétaires fera la révolution socialiste sans être social-démocrate », c'est-à-dire sans avoir une conscience claire et complète de ce qu'elle est en train de faire.

Car pour nous, matérialistes, ce ne sont pas les idées et la conscience des masses qui sont le facteur déterminant de leur action, mais les conditions matérielles objectives, la situation dans laquelle elles se trouvent et qu'il faut voir dans son développement, et les problèmes qu'elles doivent affronter pour satisfaire leurs besoins immédiats. Les mas-

ses ne feront pas la révolution parce qu'elles auront « compris » la nécessité historique du communisme mais, comme le marxisme l'a expliqué mille fois aux idéalistes, éducateurs et illuminateurs des consciences, parce que les besoins immédiats et les exigences de la survie les pousseront à un stade déterminé de leur lutte, à s'attaquer directement à l'Etat bourgeois.

Mais pour être efficace, pour porter ses coups au cœur de la forteresse de l'ennemi, et pour aller vers ses buts historiques objectifs, cette lutte spontanée des masses a besoin de trouver dans le parti l'organe de direction programmatique et le pôle d'organisation qui seul peut unifier toutes les poussées élémentaires et leur donner l'orientation de classe.

C'est le crétinisme spontanéiste qui oppose les masses aux chefs, la classe au parti: pour nous, le parti est l'organe de la classe à l'aide duquel elle se dirige. La direction par le parti n'aurait pas de sens sans l'activité des larges masses, et cette activité s'organise et se dirige grâce à l'intervention du parti à tous les niveaux.

CC prétend que nos conceptions « reviennent à théoriser les aspects les plus équivoques des positions » qu'ont prises les bolchéviks « dans une situation de crise et d'isolement dramatiques, après l'effondrement des soviets [...] Dans cette situation de recul, les révolutionnaires cédèrent en partie à la tentation de faire de nécessité vertu ». Il faut une bonne dose de mauvaise foi pour parler d'« absence de principes rigoureux » des bolchéviks sur la question fondamentale du parti, et pour nous accuser d'abuser de leurs « déclarations équivoques ou carrément fausses »! Sans même parler de toutes les luttes antérieures, c'est au sommet de la vague révolutionnaire, au moment où ils tendaient de toutes leurs forces à placer l'Internationale naissante sur les solides positions marxistes, c'est en 1920, dans *La maladie infantile* de Lénine, dans *Terrorisme et Communisme* de Trotsky, dans tout le corps de *Thèses du 2^e Congrès*, que les bolchéviks ont tiré à boulets rouges sur tous ceux qui opposaient les soviets au parti, la « spontanéité » des masses à l'orientation dictée par les principes invariants du communisme.

Sans développer ici cette question, traitée à fond dans notre brochure *Parti et Classe*, rappelons quelques passages caractéristiques des *Thèses de l'I.C. sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne*: « Le Parti Communiste ne diffère de la grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mission historique de l'ensemble de la classe ouvrière et s'efforce, à tous les tournants de la route, de défendre non les intérêts de quelques groupes ou de quelques professions, mais ceux de toute la classe. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du semi-prolétariat ». Et plus loin les *Thèses* précisent contre les rêveries de la « gauche » allemande les rapports du parti et des soviets; ces formules, analogues à celles employées par Lénine et Trotsky dans les textes cités, sont absolument claires et univoques, et elles sont à prendre ou à laisser: « L'apparition des soviets, forme historique principale de la dictature du prolétariat, ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. [...] Pour que les soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un Parti Communiste assez fort pour ne pas « s'adapter » aux soviets mais pour exercer sur eux une influence décisive, les contraindre à « ne pas s'adapter » à la bourgeoisie et à la social-démocratie officielle, les conduire par le moyen de cette fraction communiste, est au contraire nécessaire ».

Ces vigoureuses affirmations, strictement conformes aux principes marxistes comme nous l'avons montré dans nos commentaires de 1921 (voir la brochure *Parti et Classe*), écartent tous les radotages « démocratiques ». C'est que le principe dont nous revendiquons n'est pas la démocratie, quelle qu'elle soit, mais la dictature. Voici ce que nous écrivions en 1951, au moment où tout le monde assimilait dictature et stalinisme: « La dictature préconisée par le marxisme ne peut pas être unanimement acceptée, mais elle ne saurait non plus abdiquer faute d'avoir rallié une majorité, à supposer que cela puisse être établi à coup sûr. Elle risquera d'autant moins d'être confondue avec les dictatures d'hommes ou de groupes d'hommes détenant le contrôle gouvernemental et se substituant à la classe ouvrière [groupes qui se retranchent toujours derrière... la démocratie, justement!] qu'elle proclamera plus ouvertement sa propre nécessité. A la révolution il faut la dictature, parce qu'il serait ridicule de la faire dépendre du 100 % ou du 51 % des opinions recensables. Là où on exhibe de pareils chiffres, c'est que la révolution a été trahie ». (*Dictature prolétarienne et parti de classe*, reproduit dans la brochure citée).

Si, disions-nous encore, « le mot démocratie signifiait pouvoir du plus grand nombre », les démocrates naïfs et sincères devraient se ranger du côté des opprimés contre les oppresseurs. « Mais aussi bien au sens littéral (« pouvoir du peuple ») que dans le sale usage qu'on en fait de plus en plus, le mot démocratie signifie « pouvoir appartenant non à une classe, mais à toutes ». C'est pour cette raison historique que, repoussant avec Lénine la « démocratie bourgeoise » et la « démocratie en général », nous devons également exclure théoriquement et pratiquement la « démocratie de classe » et la « démocratie ouvrière » qui sont une contradiction dans les termes ».

Il est évidemment absurde d'en déduire, comme CC, que le parti ordonne et les masses obéissent, passivement. Et pourquoi diable obéiraient-elles? Si le parti peut et doit se qualifier comme organe de direction effectif, s'il peut et doit gagner l'influence décisive qui lui permet de contraindre les soviets et de les conduire au pouvoir, c'est parce qu'il « possède sur le reste de la masse des prolétaires l'avantage de connaître les conditions, le déroulement et les résultats généraux du mouvement prolétarien », comme dit le *Manifeste*; c'est parce qu'il peut et doit indiquer à chaque moment de la lutte de classe, et d'avance pour son déroulement futur, les objectifs, les méthodes et l'organisation qui confèrent à cette lutte la plus grande efficacité et la font avancer vers les buts finaux; c'est parce qu'il peut et doit apporter les réponses politiques et pratiques aux problèmes que les besoins de la lutte posent aux prolétaires.

Il ne s'agit pas là d'un « droit » formel, et il n'y a pas de recette « constitutionnelle » pour réaliser le processus par lequel le parti s'impose comme direction réelle de la classe: c'est un problème de contenu politique et de rapport de force. Par contre, le respect superstitieux du « mécanisme démocratique », revendiqué par CC comme « moyen pour régler les problèmes tactiques » et aussi comme « technique pour régler les problèmes entre groupes d'exploités ou entre différentes fractions de la classe ouvrière », entrave terriblement ce processus et, en général, le processus de préparation et de mobilisation révolutionnaire du prolétariat.

Encore une fois, il ne faut pas être de mauvaise foi. Nous n'avons jamais dit qu'on ne discutera pas dans les divers organes de la classe! Mais CC oublie, en bon pédagogue, que le rôle de ces organes et du parti qui doit les diriger n'est pas seulement d'éduquer les prolétaires — et nous entendons par éducation non l'illumination des consciences mais l'éveil au besoin de la lutte et la préparation de cette lutte; il est aussi et surtout d'organiser leur action. Nous n'avons jamais dit non plus qu'on ne votera pas dans ces organes! Mais nous refusons de considérer ces votes comme un absolu: pas plus que les luttes entre les classes, les problèmes qui se posent entre des fractions de la classe ouvrière ne peuvent être résolus au moyen d'une Règle qui donne automatiquement raison à la majorité numérique des « opinions »! D'abord, le problème n'est pas de trouver un « équilibre » ou un « compromis » entre les aspirations particulières ou particularistes de différentes couches ouvrières, mais de les dépasser vers les buts communs et l'action unitaire. Et si, pour entraîner dans cette

voie les couches politiquement arriérées du prolétariat, on doit aussi utiliser tous les moyens de propagande et d'éducation, il est certain que ce n'est pas un problème d'« opinion » mais de force, non pas de « consultation démocratique » mais de capacité de l'avant-garde à canaliser les poussées des larges masses vers les objectifs généraux du mouvement prolétarien.

Pas plus au cours de la révolution qu'au cours de la lutte immédiate, d'une manifestation ou d'une grève, on ne peut faire dépendre la lutte et son orientation de l'« approbation » par 51 % des voix! Pas plus dans la révolution que dans une grève on ne peut reconnaître des « droits démocratiques » à une « minorité » d'hésitants, d'indifférents, de capitulards, de briseurs de grève ou de saboteurs de la révolution!

Quant au parti, nous avons surabondamment prouvé que si l'utilisation du vote était inévitable dans un parti encore hétérogène, ce n'était qu'un expédient formel qui n'avait aucune valeur intrinsèque, et devenait une entrave dans un parti homogène. Simple à titre d'exemple rappelons que Lénine était prêt à rester seul s'il le fallait en avril 17 contre tout le Comité Central; et que pour imposer les Thèses communistes à l'I.C. les bolchéviks ont arrangé les voix attribuées aux délégations de façon à avoir la majorité, à la grande indignation des démocrates. Cela prouve que le respect des principes et du programme communistes passe par-dessus le respect du formalisme démocratique; mais cela montre aussi, hélas, la faiblesse et l'arriération politique des communistes occidentaux qui, pour avaler comme une « pilule amère » les principes et le programme, avaient encore besoin qu'on les enrobe de confiture démocratique. Tout notre travail sur cette question montre que ce que Lénine appelait le « centralisme démocratique » est effectivement une conception dialectique, identique à ce que nous appelons centralisme organique. Si nous préférons l'appeler ainsi, c'est pour éviter la confusion catastrophique entretenue par les démocrates, les illuministes et les spontanéistes entre leur conception du parti et la nôtre.

Ce qui ressort à l'évidence des critiques que CC nous adresse, c'est précisément son incapacité à sortir de cette confusion. Ce courant voudrait réagir contre « la pire tradition kautskyste », mais selon lui cette tradition aurait aussi « malheureusement marqué la III^e Internationale ». Il réagit au kautskysme non pas comme les bolchéviks et nous, mais à la manière de la gauche infantile, du KAPD et autres anarchisants et même de l'anarcho-syndicalisme démocratisant. Il prétend que le prolétariat se trouve devant des problèmes nouveaux et imprévus, mais préconise une méthode et des solutions qui sont aussi vieilles que les nôtres. Il se rattache par ses critiques à une tradition en réalité aussi invariante que celle du communisme révolutionnaire, mais opposée: celle de l'idéalisme démocratique. Faute d'arriver à s'en détacher, CC devrait au moins en prendre conscience et la revendiquer ouvertement. La situation serait plus claire.

(1) CC reprend ici des positions analogues à celles de A. Pannekoek que nous avons critiquées en particulier dans le n° 56 de *Programme Communiste*.

L'extrême gauche aussi sort du « ghetto »

Depuis quelques années, les PC des pays occidentaux sortent du « ghetto »: la bourgeoisie, qui savait depuis belle lurette qu'elle pouvait compter sur eux contre le prolétariat, découvre qu'elle peut aussi leur faire confiance pour lutter contre les autres bourgeoisies, au besoin même contre la Russie.

En même temps, l'exaspération des contradictions du capitalisme et les poussées sociales qu'elles provoquent obligent ces PC à défendre toujours plus ouvertement l'« intérêt national », c'est-à-dire celui de leur capitalisme national, même contre les besoins les plus élémentaires et immédiats des prolétaires. Pour combler le vide qu'ils laissent ainsi sur leur gauche, les PC s'appliquent eux-mêmes à y attirer cette « extrême gauche » qu'ils dénonçaient il n'y a pas longtemps encore avec hargne. Quelques faits récents illustrent cette tendance.

Ainsi, lors de la dernière campagne électorale, on a pu voir entre les deux tours des meetings « unitaires » où la LCR, siégeant « fraternellement » aux côtés des dirigeants des partis et syndicats réformistes, appuyait de toutes ses forces la lutte « révolutionnaire »... pour la victoire électorale de la gauche. C'est normal, dès lors qu'elle affirme avoir les mêmes principes que le PC et ne s'en distinguer que par quelques points de stratégie. Faut-il s'étonner si les opposants du PC trouvent dans la LCR un interlocuteur de choix? A la fête de Rouge, les grands débats fraternels ont montré que les désaccords de tous ces gens peuvent être

surmontés, puisqu'ils se placent tous sur le même terrain: celui de la démocratie.

Mais le flirt avec les Elleinstein n'empêche pas de suivre les Marchais: si le PC et l'extrême gauche n'ont pas appelé en commun à la manifestation prétendument dirigée contre l'intervention française en Afrique, ils y ont appelé ensemble. Le PC, qui n'a fait aucune mobilisation réelle et pour cause, n'a pas refusé le soutien de tous les gauchistes; et ceux-ci ont fourni leurs troupes à une manifestation faite sur les positions du social-impérialisme, qui ne « condamne » la guerre coloniale qu'au nom de l'humanitarisme petit-bourgeois, de l'anti-américanisme et des intérêts bien compris du capitalisme français.

Tendant à être reconnus par le PC et même le PS (n'est-il pas lui aussi « un parti représentant de la classe ouvrière »?) comme « interlocuteurs valables » et comme organisations « représentatives », les gauchistes ne se sentent plus de joie. Et pour être admis au festin de l'« unité ouvrière », même sur un tabouret à l'office, ils sont prêts à faire encore mieux ce qu'on attend d'eux: empêcher les forces qu'ils encadrent ou influencent de déborder le cadre des revendications et des luttes acceptables par les partis pseudo-ouvriers, empêcher les éléments du prolétariat qui sont poussés vers une radicalisation de rompre avec la politique et l'organisation de la collaboration de classe et de se placer sur le terrain de la politique, de l'organisation et de la lutte de classe du prolétariat.

Souscription permanente

LISTE N° 4

Paris, 3.726; C. et M. pour la presse, 129; Grenoble, 203; Rouen, 5; Metz, 332; Remiremont, 57; Strasbourg, 1.019; Besançon, 12; Bezons, Germaine, 50; J.P., 70; Frédéric, 7; Angers, 1.478; Hélène et Vincent, 250; Lille, 313; Lyon, 7; F., 10; Aix, 23; Thierry, 55; Toulouse, 26; Cechino, 50; Barbieri, 30; Anita et Wanda, 50.

Total liste n° 4 7.904

Total précédent 10.518,40

Total général 18.422,40

Vive la grève des ouvriers de Renault!

(suite de la page 1)

les unissent dans la production : les ouvriers de Cléon ont senti que leur lutte devait naturellement rejoindre celle de Flins — d'autant qu'elle touche la même chaîne de production (R 18) —, de même ceux de Douai ont refusé de travailler pour doubler la production des presses et de servir de briseurs de grève.

La direction a réagi avec sa brutalité habituelle ; seuls peuvent feindre de s'en étonner les bureaucrates syndicaux qui considèrent le moindre simulacre de négociation comme une avancée positive ; les travailleurs, eux, savent qu'ils ne peuvent compter que sur leur force.

— attaque des grévistes par des commandos anti-grève (comme au 38 lors de la dernière grève) ;

— utilisation des jaunes et de la maîtrise pour briser la grève ;

— tentative de déménager l'outil de travail et d'assurer la production dans d'autres usines ;

— mesures d'intimidation avec l'assignation en référé de huit délégués syndicaux ;

— lock-out, enfin, à Flins avec appel à la police pour faire évacuer les locaux occupés.

Les grévistes de Cléon et de Flins se battent pour l'ensemble des ouvriers de Renault sur des revendications qui les intéressent tous !

— salaire minimum à 3.000 F ;

- le P1 pour tous les OS ;
- 5^e semaine de congés payés ;
- retraite à 60 ans ;
- deux ponts payés par an.

Tout doit être fait pour les appuyer et les aider à vaincre !

PROLÉTAIRES, CAMARADES !

Rappelez-vous les précédentes grèves à Renault, 73, 75, 77 : à chaque fois l'élan et l'énergie des ouvriers ont été perdus parce que les directions syndicales ont refusé d'organiser une solidarité réelle autour des grévistes ; elles les ont au contraire activement isolés (lors de la grève du 38 et du 74 la CGT refusait de coordonner les mouvements existants et se déclarait contre l'extension de la lutte au nom de formes de lutte soi-disant plus propices) ; elles ont toujours laissé l'initiative à la direction se contentant de larmoyer pour l'ouverture de négociations et d'envoyer des lettres à la direction.

C'est exactement ce qui se reproduit aujourd'hui à Cléon où les bonzes syndicaux ont cherché depuis le début à freiner la grève ; la CGT en appelant d'emblée à transformer la grève illimitée en grève perlée, la CFDT en demandant que sa reconduction soit votée chaque matin (comme si les ouvriers avaient besoin de voter à tout moment pour connaître la force de leur mouvement !). L'une comme l'autre de ces organisations ne cachent pas qu'elles sont opposées à l'occupation. De plus, il n'y a eu dans les autres

usines aucune mobilisation réelle : même pas un meeting d'information ou une assemblée générale à Billancourt après 15 jours de grève !

Les travailleurs de Renault sont depuis longtemps conscients qu'il faut une action générale pour être efficace. Ce qui fait aujourd'hui cruellement défaut c'est une réelle organisation de combat qui se batte avec des méthodes de classe.

C'est pourquoi la mobilisation active pour l'appui le plus large aux grévistes est aujourd'hui doublement nécessaire. Non seulement parce que l'issue immédiate de la grève est vitale pour tous les travailleurs de Renault, mais surtout parce que c'est dans le feu de la lutte que peuvent se forger les liens indispensables entre les travailleurs combattifs (dans les syndicats comme hors des syndicats) d'où naîtra le réseau organisationnel, outil indispensable et meilleure garantie des victoires de demain !

Il faut refuser d'obéir à la direction partout où elle tente de briser le mouvement en faisant assurer la production des ateliers en grève, organiser partout où c'est possible des mouvements de solidarité et de soutien aux grévistes !

VIVE LA GREVE DE CLEON ET DE FLINS !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

Foyers Sonacotra : à la rescousse !

(suite de la page 1)

nombreuses organisations d'extrême gauche, a démontré l'extension de la lutte à d'autres foyers (ADEF, AFTAM, AFRP, etc.) et la prise de liens avec d'autres groupes de travailleurs dans les entreprises. Ce qui est extrêmement encourageant, même si malheureusement le poids des activités culturelles s'est avéré trop lourd dans cette fête en regard des besoins de préparation et d'orientation de la riposte, à ce moment difficile de la lutte.

Contre les préparatifs de répression, la grève en cours doit accentuer encore sa cohésion et son caractère classiste. Elle a surtout besoin de la plus large solidarité des travailleurs, et tout particulièrement des travailleurs français.

C'est dans ce but que nous publions ci-dessous la suite de l'article dont la première partie a paru dans le n° 266 du journal : il faudra revenir sur les nouvelles variantes de

cette « aide » au logement avec lesquelles la bourgeoisie essaie d'appâter les travailleurs après avoir testé leur résistance à l'APL. Nous appelons tous les camarades, militants, sympathisants et lecteurs, à diffuser ces informations, ainsi que le tract central qui sera disponible sous peu, autour d'eux, auprès de leurs camarades de travail dans les entreprises et quand c'est possible dans leurs sections syndicales. Nous engageons tous les camarades et sympathisants qui travaillent dans les comités de soutien à ne pas ménager leur peine en ce moment décisif et à participer au développement de leur activité. Nous les invitons à grouper autour d'eux les travailleurs, organisés ou non, pour préparer une riposte immédiate et unitaire, en cas de répression de nos frères de classe immigrés, en prenant contact avec les délégués des foyers en grève ou les comités de soutien, là où ils existent, pour les renforcer ou aider à leur constitution.

par l'Etat aux vampires de la Sonacotra et autres sociétés à but soi-disant « non lucratif ». De temps en temps des travailleurs périssent dans des incendies : les foyers ultra-modernes de la Sonacotra, avec leur contre-plaqué, leur polystyrène, leurs issues trop étroites flambent aussi vite que les foyers-taudis comme celui de la rue Sedaine. On l'a bien vu en 1976 au foyer de Villejuif, on l'a revu cette année à la cité de transit de Saint-Denis. Le comité de coordination est accusé de « contribuer » à la « violence », mais la Sonacotra qui construit les foyers-cercueils, elle, prospère en paix.

Qu'ont fait les directions syndicales face à l'APL ? Sera-t-on étonné d'apprendre que la CFDT a réuni récemment les délégués des nettoyeurs du métro pour leur vanter les mérites de l'APL ? Quant à la CGT, elle a diffusé en janvier dans le Val-de-Marne un tract dans lequel on peut voir que les « revendications » pour lesquelles la CGT invite les travailleurs à « lutter » ne sont autres que... l'APL et les propositions faites par la Sonacotra plus de six mois auparavant.

Rappelons la position unitaire des résidents : « ce que nous demandons, ce n'est pas qu'on « aide » à accepter n'importe quel loyer exorbitant et n'importe quelle majoration fantaisiste. Ce que nous réclamons, c'est le rééquilibrage des tarifs et leur adaptation aux conditions offertes. C'est la structure des tarifs qui doit être fondamentalement modifiée pour ne tenir compte que des seules charges effectives et justifiées ».

Quand la classe ennemie parle d'« aider » les ouvriers il y a de quoi se méfier. Les travailleurs l'ont bien vu l'an dernier avec l'« aide au retour ». Avec leurs camarades des foyers Sonacotra, ils ont crié « Non au million, non à la division ! » La manœuvre a piteusement échoué. De même ils ne se laisseront pas tromper, ils ne laisseront pas briser la lutte des foyers par la manœuvre de l'« aide au logement » : d'après les déclarations d'un délégué présent à la rencontre militante des résidents organisée à Chelles les 10 et 11 juin, l'essai d'introduction de cette allocation dans quelques foyers-tests s'est soldé par un échec total. En effet, il ne s'est trouvé aucun résident pour entamer les démarches nécessaires à l'obtention de cette « aide » ; la magouille est éventée. Mais l'Etat persévère. La nouvelle carotte s'appellerait « Aide transitoire au logement ». Elle ne serait plus modulée selon les ressources mais forfaitaire au-dessous d'un revenu net de 2.150 F et fonction du loyer et non plus des ressources. Souhaitons-lui le même sort ! Les travailleurs ont réussi et réussissent à déjouer les pièges et menaces parce qu'ils ont su tisser des liens de plus en plus étroits tout au long de leur lutte. Luttons pour qu'avec leurs frères de classe ils puissent sortir victorieux de la présente bataille !

Refuser le piège de l'APL (2)

(Le début de cet article a paru dans « Le Proletaire », n° 266).

Nous avons vu au début de cet article quelle était la consistance des prétendus « acquis » des négociations Sonacotra-Syndicats : mensonges sur toute la ligne et tentative d'enlèvement de la lutte sur le terrain de la collaboration entre les classes. L'extension de l'APL (aide personnalisée au logement) aux foyers de travailleurs migrants est un autre résultat de la collaboration du réformisme « ouvrier » avec la bourgeoisie. « Exigée » par la CGT, l'APL devait entrer en application le 1^{er} juillet 1978, après une période probatoire de trois mois, et avec, encore une fois, l'active coopération des syndicats qui s'évertuent maintenant à la faire passer auprès des travailleurs pour un avantage.

Qu'est-ce que l'APL ? En théorie, il s'agit d'une mesure qui vise à alléger la pression pesant sur les catégories ouvrières les plus mal payées ; une application en somme du nouveau principe du grand ami des ouvriers, M. Barre : « priorité aux catégories les plus défavorisées » ! En réalité, ce n'est qu'une nouvelle misérable tromperie pour diviser les travailleurs et pouvoir les pressurer davantage.

Il est clair que l'APL devra être examinée sur un plan général, en rapport avec le déblocage des loyers HLM et avec les hausses des tarifs, et plus généralement avec le vaste plan de mesures anti-ouvrières annoncé dès le lendemain des élections. Nous nous limitons pour l'instant à l'étudier dans son application aux foyers de travailleurs migrants.

Ceux-ci ne « bénéficiaient » jusqu'ici d'aucune allocation logement. Désormais les redevances versées par les résidents se verront modulées selon leurs ressources. L'APL s'applique au-dessous d'un plafond allant du SMIC à 2.500 F, selon la surface des chambres. Par exemple, pour une « chambre » individuelle de 6,5 m² (c'est le cas le plus fréquent dans les foyers Sonacotra), le résident verra sa redevance individuelle diminuer en moyenne de 117 F s'il est payé au SMIC ou au-dessous, de 57 F s'il gagne moins de 2.000 F (cela ne touche que 10 à 20 % des résidents). Par contre elle a été majorée dès

le 1^{er} mai dans tous les autres cas, en attendant les autres augmentations promises (6,5 % à partir du 1^{er} juillet). Pour un box de moins de 6,5 m², la redevance diminue de 84 F pour un salaire égal au SMIC, de 27 F pour un salaire inférieur à 2.000 F ; elle augmente dès maintenant de 10 % pour tous les « riches » gagnant plus de 2.000 F. On pourrait multiplier les exemples.

La manœuvre est limpide. Il s'agit d'accorder une miette, d'ailleurs toute provisoire à toute une catégorie de travailleurs — les plus exploités — pour prévenir une réaction massive et unie face aux augmentations sévères des redevances dans le cas des foyers qui ne sont pas encore en grève ; et dans le cas des foyers en grève, pour tenter une fois de plus de briser cette grève, en divisant les ouvriers, en les opposant les uns aux autres. Ce n'est rien d'autre, la soi-disant « priorité aux catégories les plus défavorisées » : division d'abord, coup de massue général ensuite.

Cette manœuvre est d'autant plus cynique que les « plafonds de ressources » ont été établis à un niveau particulièrement bas, surtout pour des travailleurs qui, comme les ouvriers immigrés, ont certes une vie de célibataires mais qui envoient des fonds à leur famille que la fermeture des frontières obligent à rester au pays (les charges de famille interviennent au contraire dans la détermination du fameux plafond et dans le calcul de l'allocation de logement versée aux travailleurs français). De plus la fameuse « aide » qui, on s'en doute, ne sera pas versée aux résidents, mais directement aux organismes gestionnaires, sera financée par le FAS, le Fonds d'action sociale, dont les ressources proviennent à plus de 75 % des cotisations sociales et familiales payées par les travailleurs immigrés et qui ne leur sont pas reversées sous prétexte que leur famille est restée au pays. Les travailleurs immigrés paient déjà deux fois leur loyer grâce à l'escroquerie des allocations familiales (2 milliards de francs ont été empochés sur leur dos par le FAS en 1975 : voir l'article De l'usine au logement : exploitation et répression dans Le Proletaire n° 242). Désormais, ce sont encore eux qui devront payer de leur sueur l'« aide » gracieusement accordée

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 11

(27 mai 1978) de :

il programma comunista

- L'Africa fra gli artigli dell'imperialismo
- Terrorismo di Stato e « diritti dell'uomo »
- Iniziative dei sindacati a sostegno degli sbirri
- Gigantesca impennata proletaria in Sud-America
- A proposito di referendum vecchi e nuovi
- La riforma sull'aborto: contro l'oppressione borghese della donna
- Il bastone ultrademocratico di Sadat
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe
- L'antimilitarismo rivoluzionario
- Napoli: i lavoratori precari della scuola cercano di organizzarsi
- Giappone: il prezzo della potenza
- Iran in fiamme
- Sulle pensioni di invalidità
- Corrispondenze sindacali: — Italsider: i sindacati concludono un ennesimo accordo-capestro — Gli interessi dei proletari delle piccole e grandi aziende sono gli stessi!
- Schio: opposizione operaia o volontarismo

Kommunistisches Programm ★ programme communiste

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 14 juin et le 12 juillet, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 24 juin et le 8 juillet.

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 2 juillet.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit le 1^{er} et le 15 juillet.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 25 juin.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 2 juillet.

● A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 juillet.

● A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 1^{er} juillet.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 16 juillet.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris-13^e, soit le 21 juin, puis le 5 et le 19 juillet. Ensuite, la permanence ne reprendra qu'en septembre.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 32, rue du Pré-au-Marché 1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

**LAS TESIS
CARACTERISTICAS
DEL PARTIDO**
seguidas de
**LO QUE DISTINGUE A NUESTRO
PARTIDO**
precio : 4 F